



Déclaration ICHA d'Abidjan : Un appel à l'action collective en temps de crises

Le 16 juin 2023

Le Groupe de la Banque Mondiale tient à remercier Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, de nous accueillir dans l'hospitalité africaine, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 14 juin 2023 pour la cinquième édition de l'Alliance Internationale Anti-Corruption ;

Du 14 au 16 juin 2023, en réponse à l'opportunité et aux défis présentés par une prise de conscience mondiale croissante des dommages causés par la corruption et l'intensification de l'intérêt dans les mesures efficaces pour y remédier, et en tirant parti du pouvoir de rassemblement de l'ICHA, la cinquième édition a fourni aux dirigeants des agences gouvernementales nationales, des autorités anticorruption, des agences d'enquête et de poursuite, des organisations régionales et internationales, du secteur privé ainsi que de la société civile et du monde universitaire, une plate-forme de dialogue, d'échange et d'établissement d'un agenda sur les défis et les priorités en matière de lutte contre la corruption.

Les participants ont partagé leurs points de vue, identifié des priorités communes que toutes les parties prenantes peuvent chercher à promouvoir - que ce soit par la politique, la diplomatie, l'aide étrangère ou d'autres actions - par le biais du Forum. Les discussions du Forum ont contribué à une action cohérente et à une collaboration accrue entre les différents acteurs, en mettant l'accent sur la mise en œuvre et l'impact dans le monde réel.

Réaffirmer le rôle important de l'ICHA et d'autres réunions similaires sur la lutte contre la corruption en tant que plateformes mondiales permettant de combler le fossé entre le dialogue et l'action, de présenter des connaissances provenant de tous les coins du monde et de réunir des acteurs importants afin d'attirer l'attention sur les meilleures pratiques, les solutions et les recommandations tournées vers l'avenir dans le cadre de la lutte contre la corruption ;

Souligner l'importance de traiter la corruption comme un problème de développement. Les risques de corruption sont présents dans tous les secteurs et dans tous les pays, mais ils peuvent être particulièrement dévastateurs pour les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées de la société, et avoir des effets pernicioeux dans un contexte de fragilité et de conflit, ainsi que pendant les efforts de réponse et de rétablissement dans les situations d'urgence ;

Insister sur le fait que combattre la corruption est une responsabilité partagée par les pays en développement et les pays développés, et qu'il est nécessaire que les uns et les autres agissent en urgence ;

Reconnaître la convergence croissante entre les travaux de la communauté mondiale visant à faire progresser la transparence financière, la responsabilité et les normes d'intégrité, en particulier par la mise en place de coalitions anticorruption ;

Saluer les efforts et reconnaître les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption, grâce à des mesures de transparence et de redevabilité (ou responsabilité), des collaborations efficaces et des engagements conjoints de plusieurs institutions, tels que le renforcement des capacités réalisé conjointement entre le Groupe de la Banque mondiale, l'ONUDC, l'OCDE et les organisations de la société civile, y compris Transparency International et Accountability Lab ;

Rappeler les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, et en particulier l'ODD 16 sur la paix, la justice et la solidité des institutions, la Déclaration des Nations Unies contre la corruption et les pots-de-vin dans les transactions commerciales internationales, la Convention des Nations Unies contre la Corruption et les 40 recommandations du Groupe d'Action Financière contre le blanchiment de capitaux (GAFI) ;

Reconnaître l'importance et l'impact de l'État de droit dans la lutte contre la corruption. La transparence est une valeur en soi, mais sans obligation de rendre des comptes, elle ne suffira pas à lutter contre la corruption. La justice et l'état de droit sont les fondements des mesures dissuasives contre la corruption, tout en apportant d'autres avantages en termes de bien-être économique et humain. Le renforcement et le maintien de la capacité et de l'indépendance des institutions, en particulier du système judiciaire et de la justice, sont également des éléments clés ;

Reconnaître l'importance et l'impact de l'amélioration de la transparence de la propriété effective permet de réduire les possibilités de dissimuler les produits de la corruption, les flux financiers illicites et les transferts transfrontaliers d'actifs corrompus et volés ;

Reconnaître que les marchés publics et la gestion des contrats demeurent des domaines à risque de corruption qui méritent une attention soutenue, y compris des efforts visant à faire de la passation de marchés ouverte une norme mondiale ;

Encourager la responsabilité sociale dans la lutte contre la corruption par la formation, les programmes de protection des dénonciateurs, la promotion de la tolérance zéro de la corruption au niveau de la société, en accordant une attention plus particulière aux femmes et aux jeunes, qui jouent un rôle essentiel dans les efforts de lutte contre la corruption ;

Souligner le rôle important du secteur privé - qu'il s'agisse de servir de source de plaidoyer et d'action collective pour promouvoir la réforme, d'adopter des programmes de conformité ou de contribuer au renforcement des capacités - et soutenir un engagement accru entre le gouvernement, les entreprises et la société civile à ces fins ;

Promouvoir les mesures de lutte contre la corruption par l'engagement et la participation active des praticiens de la lutte contre la corruption, des agences gouvernementales nationales, des autorités de lutte contre la corruption, des agences d'enquête et de poursuite, des organisations régionales et internationales, du secteur privé ainsi que de la société civile et du monde universitaire, en mettant l'accent sur les pays FCV afin de mettre en place des institutions solides et résilientes.
